

VILLE DE VIAS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 AVRIL 2021

La séance est ouverte à 18 h 30, sous la présidence de Maître Jordan DARTIER, Maire de la Ville de Vias, dans la Halle des Sports Jean Raynaud, à Vias.

M. LE MAIRE.- Mesdames et Messieurs du Conseil, bonsoir. Je déclare cette séance du Conseil municipal ouverte.

Je vais procéder comme à l'accoutumée à l'appel des présents.

Jordan DARTIER : présent

Bernard SAUCEROTTE : présent

Sandrine MAZARS : présente

Gérard ALLARD : présent

Pascale GENIEIS : présente

Jacques BOLINCHES : présent

Nicole LEFFRAY-VINCENTS : présente

Jean-Luc PRADES : présent

Muriel PRADES : présente

Pierre ROS : présent

Lucette ALBERTO : présente

Chantal MESLARD : présente

Élie SOTOMAYOR : présent

Gilbert GIMBERNAT : présent

Maryse OLIVÉ : présente

Marie SANCHEZ-RUIZ : présente

Marie-Josée VILLETTE : présente

Claude DAULIACH : présent

Carole MAUREL : absente, représentée par Gérard ALLARD

Isabelle E SILVA PENDRELICO : présente

Carl COIGNARD : présent

Jean-Philippe COMPAN : présent

Lucien BABAU : absent, représenté par Bernard SAUCEROTTE

Jean-Luc LENOIR : présent

Pascal VIVIANI : présent

Olivier CABASSUT : absent, représenté par Pascal VIVIANI

Sandrine MORONI : présente

Elisabeth CERNEAU : présente

Yvon MARTIN : présent

Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il convient de désigner un secrétaire de séance. Comme à l'accoutumée, je propose M. ALLARD au poste de secrétariat de séance. Il n'y a pas d'opposition. Je vous en remercie.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 MARS 2021

Sur le compte rendu de la séance précédente, y a-t-il des questions ou des observations sur ce compte rendu ? Non. Je le mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 18 mars 2021 est adopté à la majorité.

PRÉSENTATION DE L'ORDRE DU JOUR

Je vais vous énumérer les affaires inscrites à l'ordre du jour de ce Conseil, qui est un Conseil très financier ce soir puisque nous délibérerons notamment sur le budget primitif de la Commune 2021 :

En administration générale :

- La constitution de la Commission consultative des marchés forains
- La délégation de service public simplifiée pour l'exploitation de la fourrière automobile

Au titre des finances :

- Le compte de gestion 2020 de la Commune
- Le compte de gestion 2020 du Théâtre de l'Ardaillon
- Le compte administratif 2020 du budget de la Commune
- Le compte administratif 2020 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon
- L'affectation du résultat de fonctionnement 2020 du budget de la Commune
- L'affectation du résultat de fonctionnement 2020 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon
- Le budget primitif 2021 du budget de la Commune
- Le budget primitif 2021 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon
- Des subventions à différentes associations, au CCAS et au Théâtre de l'Ardaillon
- La fixation des taux d'imposition des impôts directs locaux
- Le rapport de la CLECT
- La fixation des tarifs des catégories d'hébergement et les modalités de perception pour la perception de la taxe de séjour
- Une convention d'exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public sur l'Avenue de la Méditerranée à Vias-Plage

En urbanisme :

- Un contrat de bail à long terme et promesse de vente sur un lot situé à Vias-Plage cadastré section AV n° 17 entre la Commune de Vias et M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS
- Un contrat de bail de la parcelle communale cadastrée AH n° 49 entre la société ORANGE et la Commune de Vias sur le secteur de la côte Ouest
- Une convention de servitude sur la parcelle communale AZ n° 219 entre la société ENEDIS et la Commune de Vias
- Une convention de servitude sur les parcelles communales BV n° 258 et BW n° 31 entre la société ENEDIS et la Commune de Vias

Un point en jeunesse et sport :

- La mise en place d'un avenant aux conventions de mise à disposition des équipements sportifs.

Voilà l'ordre du jour qui est relativement conséquent.

DÉCISIONS DE M. LE MAIRE PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Il convient, préalablement à l'examen de ces affaires, de rendre compte des décisions du maire prises en application de l'article L.2122-22 du CGCT. Y a-t-il des remarques sur ces décisions ? Madame CERNEAU, vous demandez la parole. Nous vous écoutons.

Mme CERNEAU.- Cela ne concerne pas les décisions, mais plutôt la retransmission du Conseil municipal puisque bon nombre de nos concitoyens nous ont fait observer qu'ils n'entendaient absolument rien. C'est vraiment dommage que les échanges soient inaudibles. Alors y a-t-il des problèmes techniques que l'on pourrait résoudre et comment ? Puisque, sur les conseils municipaux, bon nombre de nos concitoyens disent qu'en dépit de leur bonne volonté et de leur équipement ils n'arrivent pas à suivre les échanges. C'est une observation que je formule, mais je pense que vous l'avez déjà entendue vous-même.

M. LE MAIRE.- Oui. La difficulté, elle est apparemment sur la retransmission. Le boîtier de la Wifi d'Orange est dans la salle du fond. Il faut donc que nous mettions, je crois, un répartiteur ici, dans cette salle, pour qu'il y ait une meilleure qualité de l'image et de l'audio. Voilà la raison technique. Avec le service informatique de l'Agglomération, nous allons régler cela, mais pour l'instant, malheureusement, nous sommes soumis à ces contraintes techniques, mais qui sont en passe de se résoudre.

C'est pour cela que, lorsque vous prenez la parole, je vous demande de bien prendre le micro devant vous, comme je suis en train de le faire. Comme cela, ça participera au moins à avoir le son plus fort sur la retransmission vidéo puisqu'effectivement nous sommes retransmis sur les réseaux sociaux, mais nous allons essayer d'améliorer la diffusion de l'image et du son.

Monsieur LENOIR, vous avez la parole. Prenez bien le micro devant vous.

M. LENOIR.- Je voulais formuler une demande d'informations concernant la ZAD de la Côte Ouest. Nous avons compris que c'est par sécurité que vous avez entamé cette procédure. Nous voudrions savoir si c'est le début d'autres opérations qui vont se suivre du même genre ou si c'était une opportunité qui sera limitée simplement à celle-là.

M. LE MAIRE.- Dites-moi plus précisément quel est l'objet de votre question.

M. LENOIR.- On parle du retrait de côte. Cette préemption qui est faite répond donc à un besoin de sécurité.

M. LE MAIRE.- Vous êtes sur les décisions du maire ?

M. LENOIR.- Oui.

M. LE MAIRE.- D'accord. Vous parlez de la décision n° 2021-010. C'est bien cela ?

M. LENOIR.- Exactement.

M. LE MAIRE.- Dites-moi quelle est votre question. Je vous écoute.

M. LENOIR.- Moi, ce que j'ai compris, c'est que par sécurité vous procédez à une préemption concernant ce terrain. Ma question est de savoir si c'est le début de plusieurs autres

procédures qui répondront de la même recherche de sécurité ou si c'est one shot et on n'en parle plus ensuite.

M. LE MAIRE.- Généralement, les préemptions sur le secteur de la Côte Ouest répondent à des objectifs très encadrés :

- Première option, soit la constitution de réserves foncières pour relocaliser des personnes qui sont impactées par le recul du trait de côte ;
- Deuxième option, ce sont soit des parcelles qui se situent dans la bande des 100 mètres ;
- Troisième option, c'est quand nous avons besoin de procéder à des mises en sécurité, des alignements de voirie ou des retournements sur des secteurs qui ne sont pas faciles d'accès ou sur lesquels les conditions de sécurité, et notamment par rapport aux déplacements, ne sont pas assurées.

Voilà les trois objectifs qui motivent les préemptions sur le secteur de la Côte Ouest.

M. LENOIR.- Dans ce cas de figure, à quel besoin cela répond-il ?

M. LE MAIRE.- Alors, là, il faudra que je regarde en détail la préemption. Mais, d'après ce que je vois, c'est une grande parcelle au niveau du chemin de Roqueguinarde. Je n'ai pas un plan suffisamment dézoomé pour pouvoir vous répondre si c'est dans la bande des 100 mètres ou pas. Je ne pourrai pas vous le dire, là. Il faudrait que je regarde ce point et je vous donnerai la réponse au prochain Conseil, si vous le voulez bien. La carte d'extrait du plan cadastral n'est pas suffisamment dézoomée, nous n'avons pas suffisamment de recul. Peut-être qu'Élie peut nous en dire davantage.

M. SOTOMAYOR.- Non.

M. LE MAIRE.- Je regarderai cela de plus près pour vous donner une réponse plus précise.

M. LENOIR.- Merci.

M. LE MAIRE.- Sur ces trois décisions du maire, s'il n'y a pas d'autres questions, le Conseil est appelé à en prendre acte.

Le Conseil municipal prend acte des décisions du Maire.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 1a : CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES MARCHÉS FORAINS

Rapporteur : Jordan DARTIER

M. LE MAIRE.- Nous allons démarrer par la première question à l'ordre du jour qui porte sur la constitution de la Commission consultative des marchés forains. Normalement, c'est Carole MAUREL qui aurait dû présenter cette délibération, mais elle est souffrante. Je vais donc la remplacer au pied levé.

Suite à la création de la Commission consultative des marchés forains, par délibération n° 2014-11-28-2g en date du 28 novembre 2014, permettant la consultation et les discussions nécessaires et régulières relatives à l'organisation des marchés, il est nécessaire de réactualiser la liste des membres permanents.

Il est proposé au Conseil municipal la composition suivante :

- Le Maire ou son représentant, qui est président
- La Conseillère municipale déléguée à la Propreté, aux Commerces, à l'Artisanat, aux Marchés et Braderies
- L'Adjoint au Maire délégué à la Sécurité et aux Ressources Humaines
- L'Adjointe au Maire en charge du Droit des Sols

- La Conseillère municipale déléguée aux Relations avec les acteurs économiques locaux
- La Conseillère municipale déléguée à la Proximité et aux Comités de quartier
- Le Responsable du service des Régies, Foires et Marchés
- Les Représentants des commerçants non sédentaires issus des différents syndicats ou non.

Voilà la proposition de constitution de cette commission. Y a-t-il des questions ? Madame CERNEAU, vous avez la parole.

Mme CERNEAU.- Nous regrettons un petit peu qu'aucune place ne soit proposée aux élus de l'opposition. Nous sommes présents dans toutes les autres commissions et nous aimerions bien être parmi les membres permanents. Il est vrai que nous pourrions y être invités, c'est marqué dans la fin de cette note de synthèse, mais nous pourrions aussi ne pas l'être ; ce qui est dommageable pour la vie démocratique.

Est-ce donc totalement inenvisageable de proposer que des membres de l'opposition fassent partie de cette commission ?

M. LE MAIRE.- Moi, je n'y vois pas d'inconvénient. Je propose donc qu'il y ait un membre des groupes minoritaires qui soit présent, sachant que nous travaillons vraiment en amont en concertation avec les représentants des syndicats sur cette commission. Moi, je ne vois pas d'inconvénient qu'un élu de votre groupe puisse siéger à cette commission. Vous me ferez passer, entre les deux groupes, celui qui souhaite siéger dans cette commission, il n'y a pas de souci.

Mme CERNEAU.- Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE.- Je vous en prie. Nous rajouterons un membre de la minorité municipale dans la composition de la commission.

Sous cette modification, y a-t-il d'autres questions ou d'autres demandes de prise de parole ?

Non. Je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Le point suivant à l'ordre du jour est la délégation de service public simplifiée pour l'exploitation de la fourrière automobile. La parole est à M. SAUCEROTTE.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 1b : DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC SIMPLIFIÉE POUR L'EXPLOITATION DE LA FOURRIÈRE AUTOMOBILE

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE.- Merci, Monsieur le Maire.

Par délibération en date du 23 novembre 2018, le Conseil municipal a approuvé la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile entre la Commune de Vias et l'entreprise Agde Assistance Auto pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2019.

La DSP pour la fourrière automobile arrive à échéance le 31 décembre 2021.

A cette ultime échéance, la Commune souhaite à nouveau confier la gestion de l'exploitation de la fourrière automobile à un délégataire par un contrat de concession de service public en application des articles L.1411-1 et suivants du CGCT et L.1121-3 du Code de la commande publique, pour une durée de 4 ans.

Pour rappel, les missions principales du délégataire sont :

- l'enlèvement des véhicules en infraction,
- l'enlèvement des véhicules accidentés constituant une gêne ou un danger pour les usagers,
- l'enlèvement des véhicules à l'état d'épave,
- la garde des véhicules,
- la restitution des véhicules aux propriétaires et aux conducteurs sur production d'autorisations réglementaires,
- le déplacement de véhicules dans le cadre de manifestations ponctuelles, travaux ou en cas de nécessité d'ordre général,
- la tenue d'un tableau de bord des activités de la fourrière.

Comme précédemment, le délégataire sera rémunéré par la perception auprès des propriétaires de véhicules des frais d'enlèvement, des frais de fourrière, ainsi que des frais de garde journalière des véhicules, sur la base des taux maxima fixés par l'arrêté ministériel en vigueur.

Compte tenu des exigences légales en la matière, il sera procédé à une mise en concurrence.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le principe de la DSP à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Pas de questions. Nous passons au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Le point suivant à l'ordre du jour concerne le Compte Gestion 2020 du Budget Principal de la Commune. Madame MAZARS, vous avez la parole pour cette longue série de questions financières.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2a : COMPTE DE GESTION 2020 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Le Compte de Gestion constitue la reddition des comptes du comptable public à l'ordonnateur.

Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le Compte de Gestion 2020 du Trésorier pour le Budget Principal de la Commune est en concordance avec le Compte Administratif.

Le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant des titres de recettes émis et celui de tous les paiements ordonnancés en 2020. Il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

A ce jour, nous n'avons pas eu le Compte de Gestion du Trésorier Principal. Nous lui avons demandé de nous écrire une lettre. Je vais vous lire la lettre en entier puisqu'elle est très courte. Il s'adressait à Laetitia MONTES :

*« Madame, Monsieur,
 Bonjour, Madame MONTES,
 J'ai bien pris note de la réunion de la commission finances du 25 mars 2021 et de votre date début avril pour la finalisation du dossier.
 Si le compte de gestion ne sera vraisemblablement pas validé dans les délais, cela résulte d'un problème technique relatif à l'application Hélios que ni la Trésorerie, ni la DDFIP 34 ne*

maîtrisent.

Une demande de résolution de cet incident a été effectuée auprès de l'organisme compétent, sans réponse depuis le 15 février ; nous avons effectué une relance.

Pour autant, à l'issue de la résolution de cet incident, je vous confirme la concordance des écritures que Mme MONTES et moi-même avons contrôlée.

Je vous prie de m'excuser pour ce désagrément, et je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. »

M. LE MAIRE.- Du coup, nous ne pouvons pas voter le Compte de Gestion puisqu'ils ont eu un problème informatique à la Trésorerie, mais le Trésorier Principal nous indique la concordance de son Compte de Gestion avec le Compte Administratif. Nous ne pourrions pas voter le Compte de Gestion. Il sera voté, je l'espère, au plus tard au mois de juin puisque nous avons jusqu'à fin juin pour le voter. Nous ne pouvons pas l'approuver ce soir, mais nous avons cette lettre qui nous indique la concordance des deux comptes ; ce qui nous permettra de voter le Compte Administratif dans tous les cas.

Du coup, nous ne pouvons pas voter le Compte de Gestion du Budget de la Commune.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2b : COMPTE DE GESTION 2020 DU BUDGET ANNEXE DU THÉÂTRE DE L'ARDAILLON

Rapporteur : Jordan DARTIER

M. LE MAIRE.- Nous avons le Compte de Gestion du Budget Annexe du Théâtre de l'Ardillon. Nous allons éviter à Mme MAZARS de vous lire la même chose, c'est-à-dire que le Compte de Gestion est en concordance avec le Compte Administratif. Nous avons le Compte de Gestion. Donc, s'il y a des observations sur ce compte du Trésorier Principal, vous pouvez vous exprimer. Y a-t-il des observations ? Il n'y en a pas. Je le mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 4 voix.

La délibération est adoptée à la majorité. Je vous remercie.

Nous pouvons passer au point suivant qui est le Compte Administratif 2020 de la Commune. La parole est à Mme MAZARS.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2c : COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE DE VIAS

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Le Compte Administratif retrace l'exécution du budget et permet de comparer ligne par ligne les prévisions budgétaires avec les réalisations.

Il arrête les comptes à la clôture de l'exercice et permet de déterminer les résultats.

Il doit être voté au plus tard le 30 juin N + 1 ; il est adopté si une majorité de voix ne s'y oppose pas.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement en 2020

Charges à caractère général :

Réalisé : 1 745 577,87 €

Charges de personnel :

Réalisé : 4 022 721,30 €

Atténuations de produits :
Réalisé : 971 192,05 €

Charges de gestion courante :
Réalisé : 971 035,37 €

Charges financières :
Réalisé : 190 090,00 €

Charges exceptionnelles :
Réalisé : 164 191,63 €

Opérations d'ordre :
Réalisé : 597 348,28 €

Soit un total en réalisé de : 8 662 156,50 €.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement en 2020

Atténuations de charges :
Réalisé : 164 588,69 €

Ventes de produits des services :
Réalisé : 444 509,54 €

Impôts et taxes :
Réalisé : 6 736 360,98 €

Dotations :
Réalisé : 1 955 227,41 €

Produits de gestion courante :
Réalisé : 101 930,25 €

Produits financiers :
Réalisé : 2 839,72 €

Produits exceptionnels :
Réalisé : 92 681,93 €

Opérations d'ordre :
Réalisé : 447 772,11 €

Reports N – 1 :
Réalisé : 1 221 587,78 €

Soit un total sans les reports N – 1 de 9 945 910,63 €.
Soit un total avec les reports N – 1 de 11 167 498,41 €.

Les résultats de fonctionnement de l'exercice 2020 s'établissent ainsi :

- Un excédent de l'exercice de fonctionnement 2020 à hauteur de 1 283 754,13 €.
- Un excédent cumulé de fonctionnement 2020 (en tenant compte des reports N – 1) de 2 505 341,91 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Répartition des dépenses réelles d'investissement 2020

Nous avons les différentes opérations du chapitre 22 :

L'aménagement du nouveau groupe scolaire :

Réalisé : 96 241,20 €

La réalisation d'un parking :

Réalisé : 14 760,00 €

L'installation de la fibre :

Réalisé : 6 157,68 €

L'aménagement de l'avenue du Général de Goys :

Réalisé : 0,00 €

Les travaux sur la plage :

Réalisé : 11 400,00 €

L'acquisition de matériel :

Réalisé : 77 277,80 €

L'éclairage public :

Réalisé : 123 596,60 €

La rénovation de bâtiments communaux

Réalisé : 20 131,40 €

La restauration de l'harmonium :

Réalisé : 51 368,25 €

Le passage au numérique pour les écoles primaires :

Réalisé : 15 250,19 €

Les travaux de rénovation de voirie :

Réalisé : 80 537,23 €

La halle des sports :

Réalisé : 415 334,09 €

La rénovation des Halles :

Réalisé : 3 825,60 €

L'aménagement du boulevard Gambetta :

Réalisé : 69 496,80 €

L'acquisition de matériel informatique :

Réalisé : 18 708,27 €

L'avenue de la Méditerranée :

Réalisé : 1 199 383,47 €

L'esthétique du centre ville :
Réalisé : 6 293,00 €

La création de la ZAC :
Réalisé : 41 040,00 €

L'accessibilité des bâtiments :
Réalisé : 19 469,40 €

La signalétique :
Réalisé : 1 318,73 €

La rénovation des réseaux Télécom et EDF :
Réalisé : 129 410,50 €

L'acquisition de diverses parcelles :
Réalisé : 195 707,70 €

L'installation de vidéo-protection :
Réalisé : 103 159,00 €

La révision du POS en PLU :
Réalisé : 0,00 €

Total des opérations au titre du chapitre 22 :
Réalisé : 2 699 866,91 €

Emprunts et dettes assimilées :
Réalisé : 568 617,10 €

Subventions d'investissement :
Réalisé : 12 185,00 €

Opérations d'ordre (Travaux en régie et amortissements de subventions) :
Réalisé : 447 772,11 €

Soit un total en réalisé de : 3 728 441,12 €

Répartition des recettes réelles d'investissement en 2020
Au chapitre 13, vous avez le détail de toutes les subventions pour un total de :
Réalisé : 136 452,40 €.

Les dotations et fonds divers :
Réalisé : 983 201,70 €

Les opérations d'ordre de transfert entre les sections :
Réalisé : 597 348,28 €

Le report de l'année N – 1 :
Réalisé : 165 661,41 €

Soit un total en réalisé sans les reports N – 1 de 1 717 002,38 €
Soit un total en réalisé avec les reports N – 1 de 1 882 663,79 €.

Les résultats d'investissement de l'exercice 2020 s'établissent ainsi :

Déficit d'investissement de l'exercice 2020 : – 2 011 438,74 €

Déficit cumulé d'investissement 2020 (tenant compte des reports N – 1) : – 1 845 777,33 €

L'excédent net de clôture s'élève donc à 2 505 341,91 € en section de fonctionnement et le déficit net de clôture à 1 845 777,33 € en section d'investissement.

Je laisse la parole à M. le Maire s'il y a des questions.

M. LE MAIRE.- Avant de quitter la salle pour que M. le Premier Adjoint puisse prendre la présidence du vote, y a-t-il des questions sur ce Compte Administratif ? Madame CERNEAU, vous avez la parole.

Mme CERNEAU.- Le Compte Administratif se doit d'être en concordance évidemment avec le Compte de Gestion. Étant donné que nous ne pouvons pas approuver le Compte de Gestion puisque nous n'avons pas les pièces, vous comprendrez donc que, par raison d'éthique, les Élus de Vias Pluriel ne prendront pas part au vote.

M. LE MAIRE.- Il n'y a aucune difficulté. Je vous renvoie simplement au courrier du Trésorier Principal qui dit que le Compte de Gestion est en concordance avec le Compte Administratif. Si ce n'était pas le cas, il ne nous l'aurait pas écrit quand même.

Mme CERNEAU.- Oui, mais il y a des pièces qui sont importantes à voir, y compris dans son Compte de Gestion, et nous ne les avons pas.

M. LE MAIRE.- Oui, si vous voulez... Le Compte de Gestion, c'est un tableau, comme vous l'avez pour le Compte de Gestion du Budget du Théâtre de l'Ardaillon.

Mme CERNEAU.- Tout à fait. C'est donc bien de l'avoir en main pour pouvoir juger sur pièces.

M. LE MAIRE.- D'accord. Y a-t-il d'autres questions ? Non. Je passe la présidence à mon Premier Adjoint, Bernard SAUCEROTTE.

M. SAUCEROTTE.- Merci, Monsieur le Maire. Je vais mettre aux voix le Compte Administratif.

(M. le Maire sort de la salle des délibérations, après avoir confié la présidence de séance à M. SAUCEROTTE)

Nous allons passer au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 4 voix.

Qui ne prend pas part au vote ? 3 voix.

La délibération est adoptée à la majorité.

M. le Maire peut rentrer.

(Retour de M. le Maire en séance)

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint.

Nous passons au Compte Administratif du Budget du Théâtre de l'Ardaillon pour l'année 2020. Madame MAZARS, vous avez la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2d : COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET ANNEXE DU THÉÂTRE DE L'ARDAILLON

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Je vais donc vous présenter le Compte Administratif 2020 du Budget Annexe du Théâtre de l'Ardillon.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement en 2020

Charges à caractère général :

Réalisé : 71 998,32 €

Charges de personnel :

Réalisé : 114 788,63 €

Charges de gestion courante :

Réalisé : 2,94 €

Charges financières :

Réalisé : 18 331,29 €

Charges exceptionnelles :

Réalisé : 1 273,30 €

Opérations d'ordre :

Réalisé : 26 147,58 €

Soit un total en réalisé de 232 542,06 €.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement en 2020

Vente de produits des services :

Réalisé : 34 388,17 €

Dotations :

Réalisé : 144 692,69 €

Produits de gestion courante :

Réalisé : 0,85 €

Produits exceptionnels :

Réalisé : 2 100,68 €

Reports N – 1 :

Réalisé : 63 917,31 €.

Soit un total sans les reports N – 1 de 181 182,39 €

Soit un total avec les reports N – 1 de 245 099,70 €.

Les résultats de fonctionnement de l'exercice 2020 s'établissent ainsi :

Déficit de l'exercice de fonctionnement 2020 de – 51 359,67 €

Excédent cumulé de fonctionnement 2020 (tenant compte des reports N – 1) de 12 557,64 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Répartition des dépenses réelles d'investissement en 2020

Achat de matériel :

Réalisé : 3 547,44 €

Capital des emprunts :

Réalisé : 20 270,79 €

Soit un total en réalisé de 23 818,23 €.

Répartition des recettes réelles d'investissement en 2020

Opérations d'ordre de transfert entre sections :

Réalisé : 26 147,58 €

Reports N – 1 :

Réalisé : 17 744,74 €

Soit un total en réalisé sans les reports N – 1 de 26 147,58 €.

Soit un total en réalisé avec les reports N – 1 de 43 892,32 €.

Les résultats d'investissement de l'exercice 2020 s'établissent ainsi :

Un excédent d'investissement de l'exercice 2020 à hauteur de 2 329,35 €

Un excédent cumulé d'investissement 2020 (en tenant compte des reports N – 1) à hauteur de 20 074,09 €.

L'excédent net de clôture s'élève donc à 12 557,64 € en section de fonctionnement et à 20 074,09 € en section d'investissement.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe aux Finances. Y a-t-il des questions sur le Compte Administratif 2020 du Budget du Théâtre de l'Ardaillon ? S'il n'y a pas de questions, je vais passer la présidence de séance à M. le Premier Adjoint. Bis repetita.

(M. le Maire sort de la salle des délibérations, après avoir confié la présidence de séance à M. SAUCEROTTE)

M. SAUCEROTTE.- Nous allons passer au vote sur le Compte Administratif du Budget du Théâtre de l'Ardaillon.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 4 voix.

Qui ne prend pas part au vote ? 1 voix.

La délibération est adoptée à la majorité.

(Retour de M. le Maire en séance)

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Nous pouvons passer au point suivant qui est l'affectation des résultats de fonctionnement. Madame MAZARS, vous avez la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2e : AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT 2020 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- L'affectation du résultat d'exploitation du Compte Administratif de chaque budget permet de constater le résultat de la section d'exploitation de l'exercice passé et ensuite d'affecter le résultat en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit d'exploitation antérieur (report à nouveau débiteur)

- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068)
- pour le solde, en excédent d'exploitation reporté (report à nouveau créditeur) ou en dotation complémentaire en réserve (compte 1068).

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 du Budget Principal de la Commune qui s'élève à la somme de 2 505 341,91 € est affecté comme suit :

- Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » : 659 564,58 €
- Section d'investissement – recettes – article 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » : 1 845 777,33 €.

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur cette affectation.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame MAZARS. Y a-t-il des questions sur cette affectation de résultat ? Madame CERNEAU, vous avez la parole.

Mme CERNEAU.- Comme dans le vote précédent, les Élus de Vias Pluriel ne prendront pas part au vote pour les mêmes raisons.

M. LE MAIRE.- Je vous remercie. Y a-t-il d'autres questions ou prises de parole ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 4 voix.

Qui ne prend pas part au vote ? 2 voix.

La délibération est adoptée à la majorité.

Nous pouvons passer à l'affectation du résultat pour le Budget du Théâtre de l'Ardillon. Madame MAZARS, vous avez la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2f : AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT 2020 DU BUDGET ANNEXE DU THÉÂTRE DE L'ARDAILLON

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 du Budget Annexe du Théâtre de l'Ardillon qui s'élève à la somme de 12 557,64 € est affecté comme suit :

- Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » : 12 557,64 €.
- Le résultat d'investissement 2020 du Budget Annexe du Théâtre de l'Ardillon s'élève à 20 074,09 €.

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur cette affectation.

M. LE MAIRE.- Merci. Y a-t-il des remarques ou des demandes de prise de parole ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 4 voix.

La délibération est adoptée à la majorité. Je vous remercie.

Le point suivant de l'ordre du jour appelle le Budget Primitif 2021 de la Commune. Pour la présentation, Madame MAZARS, à vous la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2g : BUDGET PRIMITIF 2021 DE LA COMMUNE
Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Je vais donc vous présenter le Budget Primitif 2021 de la Commune.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Répartition des dépenses de fonctionnement en 2021

Charges à caractère général :	1 872 995,00 €
Charges de personnel :	4 005 000,00 €
Atténuations de produits :	925 000,00 €
Charges de gestion courante :	1 126 806,00 €
Charges financières :	286 513,31 €
Charges exceptionnelles :	375 400,00 €
Opérations d'ordre de transfert entre sections :	718 023,00 €
Virement à la section d'investissement :	1 145 910,17 €
Soit un total de :	10 455 647,48 €

Répartition des recettes de fonctionnement en 2021

Atténuation de charges :	160 000,00 €
Vente de produits de service :	467 550,00 €
Impôts et taxes :	6 709 200,00 €
Dotations :	1 659 864,90 €
Produits de gestion courante :	104 468,00 €
Produits exceptionnels :	235 000,00 €
Opérations d'ordre (travaux en régie et amortissement des subventions) :	460 000,00 €
Reports N – 1 :	659 564,58 €
Soit un total de :	10 455 647,48 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Répartition des dépenses d'investissement 2021

Les opérations d'investissement au titre du chapitre 22, dont vous avez le détail, je ne vais pas les rappeler, pour un total de :	2 079 194,52 €
Emprunts et dettes assimilées :	750 000,00 €
Opérations d'ordre :	460 000,00 €
Reports de l'année N – 1 :	1 845 777,33 €
Soit un total de :	5 134 971,85 €

Répartition des recettes d'investissement en 2021 :

Dotations, fonds divers :	3 008 038,68 €
Subventions :	243 000,00 €
Virement de la section de fonctionnement :	1 145 910,17 €
Opérations d'ordre de transfert entre sections :	718 023,00 €
Installations, matériel :	20 000,00 €
Soit un total de :	5 134 971,85 €

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe aux Finances. Sur ce Budget Primitif 2021 de la Commune, qui s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 10 455 647 € en section de fonctionnement et à la somme de 5 134 971 € en section d'investissement, y a-t-il des

demandes de prise de parole ? Madame CERNEAU, vous pouvez intervenir, je vous en prie.

Mme CERNEAU.- J'espère que vous ne verrez pas d'entêtement à entendre les Élus de Vias Pluriel parler encore d'endettement, mais lors du dernier Conseil municipal vous mettiez en cause nos sources selon lesquelles la capacité d'endettement de la Ville était de plus de 20 ans. Aujourd'hui, ce sont des documents que vous nous avez fournis, vous-même, sur les informations statistiques, fiscales et financières qui font que, lorsqu'on les regarde de près, l'encours de la dette par habitant est de 2 439,36 € ; en 2020, il était déjà de 1 803,10 € et déjà supérieur de 1 000 € à la moyenne de la strate ; cette année, il est supérieur de 1 600 € et ces chiffres émanent de la Direction Générale de la Comptabilité Publique, source sûre s'il en est.

Lors du débat d'orientations budgétaires, nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre perplexité sur les dépenses prévisionnelles au regard d'un excédent insuffisant pour couvrir vos dépenses sans recours à l'emprunt. Il est vrai qu'il n'y a pas eu d'emprunt en 2020, vous nous l'avez souligné. Mais l'emprunt fait en décembre 2019 de 3 M€ prend une lourde place dans un budget municipal ; ce qui questionne pour ne pas dire inquiète bon nombre de nos concitoyens.

Les emprunts, dont la renégociation s'allonge, allongent aussi les intérêts et les rendent plus conséquents. Cela engage évidemment à beaucoup de prudence et à beaucoup de discernement aussi, ce d'autant plus que le rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes n'est toujours pas connu.

Les choix budgétaires de l'équipe municipale s'opèrent dans le toujours plus grand à notre avis, au détriment du bien-être des habitants de Vias pour lesquels des aides plus conséquentes pourraient être envisagées en matière de tarifs de restauration scolaire par exemple, de maintien ou de création d'emplois, de soutien à l'économie du centre ville. Ce n'est pas la conception que nous défendons d'une politique municipale au service de tous et qui ne mette pas en péril la santé financière de la Ville par rapport au budget que vous proposez.

M. LE MAIRE.- Y a-t-il d'autres observations ou demandes de prise de parole ? Non. Je mets aux voix ce Budget Primitif 2020 de la Commune.

Qui est contre ? 2 voix.

Qui s'abstient ? 4 voix.

La délibération est adoptée à la majorité.

Nous passons au Budget Primitif pour le Théâtre de l'Ardillon. Mme MAZARS a toujours la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2h : BUDGET PRIMITIF 2021 DU BUDGET ANNEXE DU THÉÂTRE DE L'ARDAILLON

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Je vais vous présenter le Budget Primitif 2021 du Théâtre de l'Ardillon.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Répartition des dépenses de fonctionnement en 2021

Charges à caractère général :	69 403,00 €
Charges de personnel :	124 000,00 €
Charges de gestion courante :	50,00 €
Charges financières :	17 186,14 €
Charges exceptionnelles :	1 500,00 €
Opérations d'ordre de transfert entre sections :	26 300,00 €

Soit un total de : 238 439,14 €

Répartition des recettes de fonctionnement en 2021

Vente de produits de service :	79 225,00 €
Dotations :	146 606,50 €
Produits de gestion courante :	50,00 €
Reports de l'année N – 1 :	12 557,64 €

Soit un total de : 238 439,14 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Répartition des dépenses d'investissement en 2021

Achat de matériel :	25 139,95 €
Capital des emprunts :	21 234,14 €

Soit un total de : 46 374,09 €

Répartition des recettes d'investissement en 2021

Opérations d'ordre de transfert entre sections :	26 300,00 €
Reports de l'année N – 1 :	20 074,09 €

Soit un total de : 46 374,09 €

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe aux Finances. Pour ce Budget Primitif 2021 du Théâtre de l'Ardaillon qui s'équilibre en dépenses et en recettes à 238 439,14 € en section de fonctionnement et à 46 374,09 € en investissement, y a-t-il des demandes de prise de parole ? Non. Je le mets donc aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Nous notons les abstentions : 4 voix.

La délibération est adoptée à la majorité. Je vous en remercie.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2i : SUBVENTIONS ACCORDÉES À DIVERSES ASSOCIATIONS, AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET AU THÉÂTRE DE L'ARDAILLON

Rapporteur : Jordan DARTIER

M. LE MAIRE.- Le point n° 2i à l'ordre du jour appelle les subventions accordées à diverses associations pour un montant total de 44 375 €, dont vous avez la liste et nous allons éviter de vous en faire la lecture, au Centre Communal d'Action Sociale et au Théâtre de l'Ardaillon. Je peux préciser que la subvention proposée pour le CCAS est de 206 751,27 € et celle proposée pour le Théâtre de l'Ardaillon s'établit à 146 606,50 €, qui viennent en recettes de fonctionnement sur le budget que nous venons de voir du Théâtre de l'Ardaillon et sur le budget du CCAS qui a été voté la semaine dernière.

Y a-t-il des demandes de précisions sur ces subventions ? Madame CERNEAU, vous avez la parole.

Mme CERNEAU.- Avant que vous ne mettiez cette délibération au vote, je rappelle que, lors du Conseil municipal du 16 juillet 2020, l'année dernière, nous avons déjà demandé à ce que les subventions au CCAS et au Théâtre de l'Ardaillon ne soient pas globalisées dans un vote commun avec des subventions aux associations.

Nous renouvelons notre demande d'un vote dissocié faisant l'objet de délibérations distinctes. Nous avons déjà eu cette discussion l'année dernière. Nous avons fait trois votes

distincts et nous souhaitons vraiment des votes distincts et des délibérations distinctes.

M. LE MAIRE.- Je me tourne à ma droite. Vous, ce que vous voulez, c'est que nous fassions une délibération pour le CCAS et une délibération pour le Théâtre, à part des associations. C'est bien cela ?

Mme CERNEAU.- Tout à fait.

M. LE MAIRE.- Je m'adresse aux services : est-ce que nous pourrions y arriver ? Oui, m'indique-t-on. Bon, très bien. Mme MONTES a bien entendu. Nous ferons en sorte qu'il y ait une délibération pour les associations, une délibération pour le Théâtre et une autre pour le CCAS. Comme cela, tout le monde sera content.

Parmi la liste des associations qui sont visées, y a-t-il des membres de la minorité qui en sont membres ? Non. Je vous le demande pour vous éviter des soucis ; c'est dans votre intérêt que je vous pose la question.

Nous pouvons passer au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer aux autres votes sur des attributions de subventions, sachant que là il y a des délibérations effectivement distinctes puisqu'il y a des membres du Conseil municipal qui sont membres de certaines associations. Nous pouvons démarrer la liste. Madame MAZARS, vous avez la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2j : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION CLUB DU 3^{ème} ÂGE

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé d'attribuer une subvention de 500 € à l'Association Club du 3^{ème} Âge.

M. LE MAIRE.- Merci. Qui ne participe pas au vote ? Je note que Chantal MESLARD et Lucette ALBERTO ne participent pas au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Deux membres du Conseil municipal ne participent pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants.

Nous pouvons passer à la proposition d'attribution de subvention suivante.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2k : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION FNACA

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé d'attribuer une subvention de 350 € à l'Association FNACA.

M. LE MAIRE.- Là, je crois qu'il y a Mme ALBERTO qui ne doit pas participer au vote. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Un membre du Conseil municipal ne participe pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous en remercie.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 21 : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION GYMNASTIQUE VIASSOISE

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé l'attribution d'une subvention de 300 € à l'Association Gymnastique Viassoise, et je ne prends pas part au vote.

M. LE MAIRE.- Mme MAZARS ne participe pas au vote. Y a-t-il d'autres personnes qui sont membres de cette association ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Un membre du Conseil municipal ne participe pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2m : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION LA BOULE JOYEUSE

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé l'attribution d'une subvention de 2 000 € à l'Association La Boule Joyeuse.

M. LE MAIRE.- M. GIMBERNAT ne participe pas au vote puisqu'il est vice-président de cette association. Y a-t-il d'autres membres de cette assemblée qui font partie de cette association ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Un membre du Conseil municipal ne participe pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2n : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION PAVIDOC

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé d'attribuer une subvention de 1 000 € à l'Association PAVIDOC.

M. LE MAIRE.- Ne participent pas au vote mon Premier Adjoint, M. SAUCEROTTE, M. BABAU-RODRIGUEZ représenté par M. SAUCEROTTE, Mme Muriel PRADES, Mme OLIVÉ et M. Jean-Luc PRADES. Sous ces réserves-là, nous pouvons passer au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Cinq membres du Conseil municipal ne participent pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous en remercie.

Nous passons à l'attribution de subvention suivante qui intéresse le Saint Hubert Club Viassois. Là, nous passons à la chasse.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2o : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION SAINT HUBERT CLUB VIASSOIS

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il vous est proposé d'attribuer une subvention de 2 100 € à l'Association Saint Hubert Club Viassois. Je ne participe pas au vote.

M. LE MAIRE.- Mme MAZARS ne participe pas au vote. Il n'y a que Mme MAZARS qui ne participe pas au vote. Je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Un membre du Conseil municipal ne participe pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2p : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION UNC

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé l'attribution d'une subvention de 350 € à l'Association UNC.

M. LE MAIRE.- Ne participent pas au vote Mme MESLARD, M. ROS, Mme OLIVÉ, M. ALLARD et Mme MAUREL représentée par M. ALLARD. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Cinq membres du Conseil municipal ne participent pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous remercie.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2q : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION LES VOLANTS VIASSOIS

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé d'attribuer une subvention de 1 000 € à l'Association Les Volants Viassois.

M. LE MAIRE.- Mme Marie-Josée VILLETTE ne participe pas au vote. Nous pouvons passer au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Un membre du Conseil municipal ne participe pas au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des votants.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2r : SUBVENTION ACCORDÉE À L'ASSOCIATION AVIRON AGATHOIS

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Il est proposé d'attribuer une subvention de 500 € à l'Association Aviron Agathois.

M. LE MAIRE.- Là, c'est moi qui ne prendrai pas part au vote. Y a-t-il d'autres personnes qui ne doivent pas prendre part au vote ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Un membre du Conseil municipal ne participe pas au vote.
La délibération est adoptée à l'unanimité des votants.

Nous en avons terminé avec les attributions de subventions aux associations. Nous pouvons passer au point suivant qui porte sur la fixation des taux d'imposition des impôts directs locaux. Madame MAZARS, vous avez la parole

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2s : FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES IMPÔTS DIRECTS LOCAUX

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- M. le Maire expose au Conseil municipal qu'il y aurait lieu de fixer les taux d'imposition de l'exercice 2021.

Cette année, la Loi de Finances 2021 marque l'entrée en vigueur de l'acte 2 de la suppression de la Taxe d'Habitation votée lors de la Loi de Finances 2020.

Le taux de Taxe d'Habitation n'est plus voté par les Communes.

En remplacement de la Taxe d'Habitation sur la résidence principale, les Communes disposent à présent de l'actuelle part départementale de la Taxe Foncière. Ainsi, la lisibilité pour le contribuable sera améliorée car le bloc communal percevra la totalité de cette taxe, dont il maîtrisera le taux.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les taux suivants :

- Taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 46 %
- Taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 64,94 %.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame MAZARS. Voilà la proposition qui vous est faite, suite à la refonte de la fiscalité locale. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Nous avons de l'agitation de l'autre côté de la barre. Je commence par Mme MORONI. Madame MORONI, vous pouvez intervenir.

Mme MORONI.- Comme vous le précisez, la Taxe d'Habitation est progressivement supprimée, et en remplacement de cette taxe les Communes disposent dès cette année de la part de la Taxe Foncière qui était réservée au Département. Ainsi, le nouveau taux de référence communale est égal à la somme des deux (Taux communal et taux départemental) appliqués en 2020.

L'année dernière, en 2020, à Vias, pour en tout cas les propriétés bâties, le taux était de 17,81 % pour la Commune et de 21,45 % pour le Département. Ce qui fait donc un total de 39,26 %. En proposant un taux à 46 %, on observe une augmentation de quasiment 7 %. Pouvez-vous nous expliquer cet écart qui est quand même assez conséquent ?

M. LE MAIRE.- Bien sûr Je vais vous l'expliquer.

Monsieur MARTIN, vous vouliez prendre la parole. Je vous en prie, vous pouvez intervenir.

M. MARTIN.- Cela va reprendre point pour point ce qui a été dit précisément. Je retombe effectivement sur les mêmes chiffres que ceux qu'a indiqués Mme MORONI, à savoir : pour 2020, pour les propriétés bâties, le taux était de 17,81 %. Je me suis permis d'ajouter et de faire la petite addition entre la part qui était dévolue à la Commune et celle qui appartenait au Département précédemment, et effectivement on tombe sur le chiffre de 39,2 %. J'ai peut-être arrondi un petit peu le chiffre. Du coup, si nous voyons apparaître un 46 %, pour nous cela correspond à une augmentation de 7 points ; ce qui fait quand même pratiquement 18 %. Nous voulions savoir si cette analyse était bien la bonne.

M. LE MAIRE.- Cette analyse est parfaite, Monsieur MARTIN et Madame MORONI.

Effectivement, tenant le fait que, comme je l'avais annoncé la dernière fois, en application des lois SRU et Duflot, nous devons faire 530 logements sociaux et que les Viassois n'en veulent pas, nous allons donc être condamnés à payer des pénalités. Je fais donc la proposition au Conseil, ce soir, d'intégrer et de faire payer effectivement les pénalités majorées que nous payons, c'est-à-dire cette année 330 000 €, mais à terme 450 000 €, par le Foncier bâti. Sachant que, dans tous les cas de figure, la pression fiscale du foyer viassois va diminuer puisqu'il ne paiera plus la taxe d'habitation. En réalité, il n'y aura pas d'augmentation de la pression fiscale, mais une diminution de la pression fiscale pour les Viassois qui vont être exonérés de taxe d'habitation totalement, et ces pénalités majorées pour manque de logements sociaux sont intégrées dans le nouveau taux du foncier bâti ; ce qui veut dire que nous intégrons ces 450 000 € dans le foncier bâti pour rassurer les Viassois que nous ne ferons pas les 530 logements sociaux que nous impose la loi. Voilà ce que je pouvais vous répondre.

Monsieur VIVIANI, vous avez la parole.

M. VIVIANI.- Merci. Par rapport à ce que vous indiquez quand vous dites que ce sont les Viassois qui n'auront pas une pression fiscale qui va être augmentée, en fait vous parlez des propriétaires viassois.

M. LE MAIRE.- Oui, mais les locataires, ils ne payent ni taxe foncière, ni taxe d'habitation, alors que les propriétaires payaient la taxe sur le foncier et la taxe d'habitation.

M VIVIANI.- D'accord.

M. LE MAIRE.- Mais, de toute façon, le choix était simple. Si nous ne faisons pas cela, ces 450 000 € nous les paierons dans tous les cas. Donc, là, aujourd'hui, ce qui est certain, c'est que nous disons : par rapport au taux que nous imposent les lois SRU et Duflot, c'est-à-dire d'arriver à 530 logements sociaux qui arriveraient, à l'horizon 2025, à défigurer la Commune puisque c'est clairement le cas, non seulement nous n'avons pas le foncier pour faire ces logements et nous sommes donc condamnés à payer des pénalités majorées, c'est-à-dire 450 000 € à terme, le choix est donc très clair, c'est : nous ne les ferons pas, et comme la taxe d'habitation va être supprimée et qu'il va y avoir une baisse de la pression fiscale le propriétaire viassois prendra en charge ces 450 000 €.

J'avais dit au dernier Conseil que la majorité prendrait ses responsabilités. Nous les prenons et nous rassurons les Viassoises et les Viassois qui ne veulent pas de 530 logements sociaux sur leur territoire.

Y a-t-il d'autres questions ? Non. Nous pouvons passer au vote.

Qui est contre ? 6 voix.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à la majorité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer au prochain point à l'ordre du jour qui est le rapport de la CLECT. Madame MAZARS, à vous la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2t : RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLECT)

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées a pour rôle principal de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre Communes et EPCI.

La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée vient de notifier à la Commune le rapport de cette commission, en date du 4 février 2021.

Ce rapport prend acte des transferts des compétences « Eaux pluviales » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et détermine le montant de l'attribution de compensation prévisionnel 2021 attribuée à la Commune.

Le montant prévisionnel de cette attribution pour 2021 est fixé à 1 064 283 €.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver ce rapport.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame MAZARS. Sur le rapport de la CLECT, y a-t-il des demandes de prise de parole ? Non, pas de demandes de prise de parole. Nous pouvons donc passer au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Le point suivant à l'ordre du jour porte sur la perception de la taxe de séjour pour 2022. Madame MAZARS, vous avez la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2u : PERCEPTION DE LA TAXE DE SÉJOUR 2022 – FIXATION DES TARIFS DES CATÉGORIES D'HÉBERGEMENT ET MODALITÉS DE PERCEPTION **Rapporteur : Sandrine MAZARS**

Mme MAZARS.- Je ne vais pas vous lire la note de synthèse. Je vais juste vous signifier que la mise à jour a eu lieu sur le tarif des terrains de campings et des terrains pour caravanes qui a été arrondi à 0,61 € ou lieu de 0,60 €. Et, par ailleurs, c'est la disparition du plafonnement à 2,30 € que vous avez au niveau de l'article 6 : Depuis le 1^{er} janvier 2021, le plafond du tarif de la taxe proportionnelle n'est plus légalement limité à 2,30 €, mais au tarif le plus élevé délibéré par la collectivité territoriale avant le 1^{er} octobre 2020, c'est-à-dire à 4 €. Voilà, c'est tout ce qui change au niveau de cette note de synthèse. Après, rien n'a été modifié.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe aux Finances. Et puis, il faut préciser que c'est une application à partir de 2022. Y a-t-il des demandes de précisions ou des questions ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2v : CONVENTION D'EXONÉRATION PARTIELLE DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LA PARTIE COMPRISE ENTRE L'IMPASSE DU SOUREL ET LE FRONT DE MER DE L'AVENUE DE LA MÉDITERRANÉE

Rapporteur : Jordan DARTIER

M. LE MAIRE.- Nous pouvons passer au point suivant qui concerne la convention d'exonération de la redevance d'occupation du domaine public sur la partie comprise entre l'impasse du Sourel et le front de mer, à Vias-Plage, avenue de la Méditerranée. C'était Mme MAUREL qui devait présenter cette note. Je vais la remplacer et j'essaierai d'être à sa hauteur.

La Ville a engagé des travaux de requalification sur l'Avenue de la Méditerranée, notamment sur la partie Sud située entre l'Impasse du Sourel et le front de mer

Suite à cette requalification, la Ville a approuvé en Conseil municipal un cahier des charges et de prescriptions architecturales concernant l'occupation du domaine public.

Les entreprises ayant leurs commerces sur cette partie du territoire communal et qui

souhaitent exploiter une terrasse sur le domaine public municipal doivent respecter ce cahier des charges et de prescriptions architecturales adopté.

Le respect de ces prescriptions impose des investissements très lourds pour ces entreprises puisqu'elles doivent se conformer à ce cahier.

La Ville, bien évidemment, souhaite encourager et soutenir ces investissements sur le domaine public communal qui participent à la valorisation de l'espace public, en cohérence avec le parti pris architectural que nous avons défini en qualifiant cette avenue de la Méditerranée.

Pour encourager ces investissements, la Ville souhaite exonérer partiellement les entreprises commerçantes se situant sur ce linéaire qui figurait dans l'annexe de la note de synthèse que vous avez eue sur leur redevance d'occupation du domaine public ; exonération partielle qui se fera à proportion, à hauteur de leur investissement, et ce bien sûr sur une durée correspondant à l'arrêté de permission de voirie dont ils bénéficient, que la Ville leur accorde.

Après le dépôt de leur demande d'occupation du domaine public et la délivrance de cette autorisation par les services de la Police Municipale qui est placée sous la houlette de M. ALLARD, l'exploitant pourra, sous réserve bien évidemment qu'il fasse ces investissements et qu'il les fasse dans le respect du cahier des charges, demander à bénéficier de cette exonération partielle de sa redevance d'occupation du domaine public sur la durée de l'arrêté qu'il lui sera délivré.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la convention type qui vous a été communiquée, permettant l'exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public et de m'autoriser à signer tous documents s'y rapportant.

Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Monsieur VIVIANI, vous avez la parole.

M. VIVIANI.- Merci Je voudrais poser une première question concernant la hauteur de cette exonération.

Et puis, d'autre part, nous nous interrogeons sur la localisation précise de ces commerces qui sont impactés. A partir du moment où un établissement a la chance de louer à une commune et bénéficie d'une belle terrasse, nous trouvons normal qu'il ait à investir là-dessus. Nous posons donc la question : pourquoi que ces commerces-là ? Je ne sais plus si, par exemple, pour la place du village, vous aviez mis en place des exonérations pour les commerçants de la place du village. Je voulais donc savoir pourquoi ce dispositif s'applique à eux et pas aux autres.

M. LE MAIRE.- Vous savez que l'égalité en droit s'apprécie selon des personnes qui sont placées dans la même situation juridique. Il n'y a pas d'inégalité de traitement, je tiens d'ores et déjà à le dire.

Les commerçants qui sont impactés par cette convention sont les commerçants qui se situent de l'impasse du Sourel, c'est-à-dire en face l'hôtel MYRIAM des Consorts FOURCADE, jusqu'au front de mer, c'est-à-dire que le dernier commerce concerné c'est le NEPTUNE de mémoire. S'agissant des commerçants qui sont sur ce triangle de l'Avenue de la Méditerranée, qui ont une terrasse sur le domaine public, pour que ces commerçants l'exploitent, ils doivent avoir des pergolas, ils ne peuvent pas mettre des parasols par exemple ou des bâches ; il faut qu'ils investissent dans des pergolas avec une qualité de matériau et une couleur qui sont déterminées par un cahier des charges. Ces investissements, ils sont très conséquents ; pour certains, c'est un montant de 40 000 €, 50 000 € ou 60 000 €. Pour celui qui a la plus grosse terrasse, c'est près de 150 000 €. Ce sont donc des investissements très lourds. Ce sont vraiment des proportions très importantes en termes d'investissements. Du coup, pour soutenir les commerçants et les pousser à faire ces investissements, nous proposons de les exonérer partiellement de leur redevance sur la durée de l'arrêté.

Pour répondre à votre deuxième question, le montant de l'exonération sera à proportion du montant de leur investissement. Je vous donne un exemple. Quelqu'un qui investit 20 000 €, qui a un arrêté de voirie sur dix ans, s'il a chaque année 10 000 € de redevance, eh bien ces 10 000 € seront réduits proportionnellement au montant de son investissement sur la durée de la convention. Ce sera donc 10 000 € moins le montant lissé sur la durée de l'arrêté. Est-ce que vous me comprenez ? Est-ce que je suis clair ?

M. VIVIANI.- Cela veut dire que ces 5 ou 6 commerces concernés vont avoir des taux différents.

M. LE MAIRE.- Non. C'est par rapport à la superficie de l'emprise au sol que cela se calcule. Par rapport à la configuration des lieux, il y a des terrasses qui sont plus petites que d'autres, et c'est le même prix, tout le monde paie le même prix, c'est 15 € du mètre carré sur Vias-Plage. Du coup, en fonction de la surface qui est devant leur commerce, ils ont une redevance d'occupation qui est forcément différente. Si quelqu'un a 20 m², un autre 300 m², ils payent une redevance d'occupation du domaine public forcément différente puisqu'ils n'ont pas la même superficie. Cela, c'est un montant annuel de redevance. Par rapport à ce montant, s'ils ont par exemple un arrêté d'occupation pendant dix ans, cela fait le montant de la redevance multiplié par 10 ; considérons que le montant est 10 000 € ; si on le multiplie par 10, cela fait 100 000 €. Si la personne a 20 000 ou 30 000 € d'investissement, nous allons réduire proportionnellement le montant de la redevance annuelle par rapport à l'investissement qui a été réalisé sur la durée du contrat.

Je ne sais pas si cela vous paraît clair. Je vois M. LENOIR qui me regarde bizarrement...

M. LENOIR.- Non... J'essayais d'avoir une précision, c'est-à-dire des chiffres. Est-ce qu'au bout de 20 ans par exemple on peut considérer que cela a été remboursé complètement ?

M. LE MAIRE.- Ah oui. En fait, ce sera remboursé dans une dizaine d'années.

M. LENOIR.- D'accord.

M. LE MAIRE.- Par exemple, s'il investit 100 000 € sur 10 ans, cela fait 10 000 € de réduction. S'il investit 100 000 €, c'est qu'il a une terrasse relativement conséquente. S'il investit 100 000 €, cela fait donc 10 000 € de réduction par an ; sur une terrasse sur laquelle il paye 30 000 € de redevance, il ne paiera que 20 000 €, et au bout de 10 ans l'exonération est terminée puisque la Ville aura soutenu pendant 10 ans cet investissement à hauteur de 100 000 € par l'exonération partielle. Est-ce que c'est plus clair comme cela, avec cet exemple chiffré ?

M. LENOIR.- Voilà, oui.

M. LE MAIRE.- C'est parfait. J'aurais peut-être dû commencer par cela. S'il n'y a pas d'autres questions, je mets aux voix cette convention, à moins que vous ayez besoin des précisions supplémentaires.

M. LENOIR.- Après, nous nous posons la question de cette limite à certains commerçants. Est-ce que l'on n'aurait pas pu étendre cette mesure d'exonération sur un secteur un peu plus important ? Ou est-ce que cela met en porte-à-faux les finances de la Commune ?

M. LE MAIRE.- Non, cela ne met pas en difficulté la Commune. Encore une fois, ce sont les seuls commerçants sur Vias-Plage qui se trouvent dans cette situation. Notamment sur la partie qui a été refaite entre la Gendarmerie et l'impasse du Sourel, l'occupation du domaine public ne peut se faire que sur des tables et des chaises, mais l'espace entre les poteaux d'aspect basalte et la partie privée est peu large. Il ne peut donc pas y avoir de pergolas

d'installées. Ce sont des superficies commerciales sur le domaine public qui sont très petites. Sur la partie qui n'a pas encore été réhabilitée, c'est-à-dire entre la Gendarmerie et le rond-point qui va faire l'objet d'une réhabilitation à compter de l'hiver prochain 2021/2022, là aussi les terrasses ne sont pas sur le domaine public. Par exemple, si on se situe au niveau des résidences de Viabella 1 et Viabella 2, en face ce sont des terrasses qui sont sur le domaine privé, qui ne sont pas sur le domaine public. En fait, sur Vias-Plage, ce sont les seuls qui se retrouvent dans cette situation à avoir des superficies du domaine public exploitables qui nécessitent le respect d'un cahier des charges des prescriptions.

Concernant le centre ville, c'est pareil, aujourd'hui les commerçants exploitent des terrasses commerciales, mais sans la contrainte de devoir investir sur une structure de type « pergola » en dur, qui les obligerait à investir près de 40 000 € ou 50 000 € chacun. Si cela devait un jour être le cas, nous ferions la même chose pour les commerçants du centre ville. Par exemple, si vous êtes allé vous balader à Vias-Plage il y a très peu de temps, vous avez déjà, notamment au niveau d'un commerce qui s'appelle « Le Bazar », une pergola qui a été faite et elle s'intègre vraiment très bien ; heureusement d'ailleurs parce que c'est l'architecte à qui nous avons confié la requalification de la station balnéaire qui a conçu ces pergolas ; elles ont été faites et elles s'intègrent parfaitement. Ce sont des investissements conséquents et nous souhaitons soutenir ces entreprises privées à travers cette exonération partielle.

Monsieur MARTIN, vous avez la parole.

M. MARTIN.- Je vous remercie, parce que j'ai trouvé les explications très claires. Mais, du coup, je prends un peu la balle au bond puisque vous parliez justement des commerçants du centre ville. Si ma mémoire est bonne, il y a quelques années, on leur a un peu imposé l'achat d'un étal qui avait une certaine valeur ; on aurait pu imaginer – alors, évidemment, c'est peut-être un peu tard maintenant – la même procédure pour les aider peut-être dans cet investissement qu'ils n'avaient pas choisi et qui leur a été imposé.

M. LE MAIRE.- Où cela, Monsieur MARTIN ?

M. MARTIN.- Je pensais aux étals – à moins que je fasse erreur – qui ont été imposés aux commerçants qui sont sous la halle.

M. LE MAIRE.- Non, non. Ces étals ont été achetés par la Ville. Les étals situés sous la halle sont la propriété municipale.

M. MARTIN.- Vous voulez dire qu'ils n'ont rien coûté aux commerçants ?

M. LE MAIRE.- Ils ne leur ont rien coûté.

M. MARTIN.- D'accord. Alors je retire ce que j'ai dit.

M. LE MAIRE.- Il n'y a pas de problème, il n'y a pas de souci. Par contre, vous auriez pu me dire : « vous avez demandé aux commerçants, aux exploitants de bars et restaurants notamment, situés sur la Place du 14 Juillet, d'enlever les terrasses couvertes ». Oui, nous l'avons demandé effectivement, notamment pour les deux bars qui étaient concernés, pour ne pas les citer le Café de la Paix et l'Azur Bleu, parce que cela ne respectait pas ce cahier des charges justement et nous leur avons demandé d'enlever la structure. Maintenant, l'occupation de ces terrasses par ces commerçants doit respecter le cahier des charges par rapport à la couleur des parasols, aux types de mobiliers, et s'ils voulaient faire une terrasse couverte ils devraient respecter le cahier des charges qui a été adopté par le Conseil municipal ; ce qui n'a pas été fait, ils n'ont pas demandé à le faire en centre ville. Mais, par exemple, ceux qui sont sur le linéaire de Vias-Plage, eux, l'ont demandé, ils respectent le

cahier des charges et c'est pour soutenir l'investissement qu'ils font que nous leur proposons une exonération partielle de leur redevance. Si le cas devait se présenter en centre ville, bien évidemment nous ferions la même chose.

Est-ce que j'ai été clair ? Il semble que vous êtes encore interrogatif.

M. MARTIN.- Si, vous avez été clair. Mais je regrettais ma mauvaise information, j'étais resté là-dessus.

M. LE MAIRE.- Il n'y a pas de problème, Monsieur MARTIN. Y a-t-il d'autres observations ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Sur cette convention d'exonération partielle, qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 2 voix.

La délibération est adoptée à la majorité. Je vous en remercie pour eux.

Le point suivant appelle le contrat de bail à long terme comportant promesse de vente portant sur le lot n° 2 situé sur une parcelle cadastrée section AV n° 17 entre la Commune de Vias et M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS. La parole est au Premier Adjoint.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3a : CONTRAT DE BAIL À LONG TERME COMPORTANT PROMESSE DE VENTE PORTANT SUR LE LOT N° 2 SITUÉ SUR UNE PARCELLE CADASTRÉE SECTION AV N° 17 ENTRE LA COMMUNE DE VIAS ET M. OLIVIER LEFEBVRE DE MAUREPAS

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE.- Merci, Monsieur le Maire. Afin de renforcer l'offre de stationnement sur Vias-Plage, la Commune de Vias souhaite réaliser un parc de stationnement public de véhicules légers de 360 places environ qu'elle exploitera sous forme de délégation de service public conformément à la délibération du Conseil municipal en date du 18 juin 2019.

A ce titre, la Commune s'est rapprochée de M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS, afin de conclure un contrat de bail à long terme comportant promesse de vente à son bénéfice et portant sur le lot n° 2 situé sur une parcelle cadastrée section AV n° 17 d'une superficie de 1 ha 8 a et 30 ca, sis les Salisses à Vias.

Ce volume correspond à une parcelle en nature de terre figurant au PLU approuvé le 24 juillet 2017 en zone 1-AUT1i destinée à recevoir un parc de stationnement de véhicules.

Il convient de préciser que la Commune de Vias a d'ores et déjà obtenu un permis d'aménager suivant arrêté du Maire en date du 15 mars 2018.

Il convient également de préciser qu'un permis de construire a été délivré pour l'installation des ombrières photovoltaïques en date du 30 novembre 2018.

La réalisation et l'exploitation de ce parc de stationnement de véhicules seront effectuées dans le cadre d'une délégation de service public, comme il a été indiqué ci-dessus.

Dans le cadre du projet de contrat de bail comportant promesse de vente portant sur le lot n° 2 situé sur une parcelle cadastrée section AV n° 17 entre la Commune de Vias et M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS, il est prévu les dispositions suivantes :

Le loyer annuel est fixé au montant annuel de la redevance fixée par le délégataire à la Commune de Vias, à savoir :

* la somme de 20 000 €

* Si le montant de la redevance est supérieur suite à la proposition du délégataire de service public dans la limite de la somme de 24 000 €.

A l'issue de la durée, la Commune de Vias aura la faculté de demander ou non la réalisation de la promesse de vente.

M. LEFEBVRE de MAUREPAS s'interdit pendant toute la durée du contrat de rétracter son

engagement de vendre.

D'un commun accord entre les parties, il ne sera versé aucune indemnité d'immobilisation par la Commune de Vias.

Le contrat de bail comportant promesse de vente portant sur le lot n° 2 situé sur une parcelle cadastrée AV n° 17 entre la Commune de Vias et M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS est consenti pour une durée arrivant à échéance le 31 décembre 2042.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le contrat de bail à long terme comportant promesse de vente entre la Commune de Vias et M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS et d'autoriser M. le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Je vois que des doigts se lèvent. Monsieur VIVIANI ou Monsieur MARTIN, vous pouvez intervenir l'un ou l'autre, à votre guise. Honneur à la jeunesse, Monsieur MARTIN, vous pouvez vous exprimer.

M. MARTIN.- Merci pour l'âge... Nous pensons que doter la station balnéaire de parkings est sans aucun doute une amélioration particulièrement intéressante. Pour autant, quand même, cette valorisation ne saurait s'envisager, à notre avis, à n'importe quel prix parce que, là, dans ce projet, nous avons un bailleur, la Commune, et un prestataire. Si j'ai bien compris, le bailleur va empocher 20 000 € chaque année pendant 20 ans. Nous ne savons pas trop ce que gagnera le prestataire. Je crois qu'il y a l'association des Cordeliers 2 qui va s'occuper des ombrières et qu'elle récupérera l'énergie et donnera certainement quelque chose au bailleur, je suppose ; c'est comme cela que ça se fait en tout cas habituellement. J'imagine aussi que la Commune va faire un prestataire de service pour gérer l'exploitation du parking ; il pourra lui aussi bénéficier de retombées financières. Disons que, un peu comme dans la plupart des cas de DSP, à quelque niveau que ce soit, j'ai un peu l'impression que c'est la Collectivité qui, finalement, ne gagne rien, et c'est un peu ce que nous regrettons, nous, dans ce projet-là.

M. LE MAIRE.- D'accord. Monsieur VIVIANI, vous avez la parole.

M. VIVIANI.- Nous nous interrogeons : pourquoi ce type de montage et pas un achat direct ?

M. LE MAIRE.- Alors pourquoi ce type de montage et pas un achat direct et est-ce que ce type de contrat, finalement, irait à l'encontre des intérêts de la Collectivité pour reprendre en substance l'interrogation de M. MARTIN ? Ce type de contrat, il va, au contraire, nous permettre de répondre à un besoin de la station balnéaire qui est d'avoir plus de stationnement puisque force est de constater que, sur Vias-Plage, il manque du stationnement. Là, nous proposons avec cette convention de créer près de 360 places de stationnement supplémentaires qui seront bien évidemment protégées par des ombrières photovoltaïques, c'est prévu dans la convention que vous avez eue. Tout cela, nous souhaitons le faire sans que cela ne coûte 1 € à la collectivité. Comment pouvons-nous le faire ? Par le recours à une délégation de service public. C'est-à-dire que la Ville va lancer un appel à candidatures pour désigner un délégataire de service public qui aura la mission de réaliser l'espace de stationnement, c'est-à-dire les 360 places de stationnement, de gérer ce parc qui sera donc un parc de stationnement payant, vous l'avez bien compris, et cette entreprise délégataire du service public va payer à la Ville une redevance d'occupation du domaine public dont le montant sera au minimum de 20 000 € ; ce montant permettra à la Ville de payer son loyer au bailleur qui est M. de MAUREPAS.

Cela veut dire que la Ville va répondre à un objectif, à un intérêt général qui est celui de procurer du stationnement sur la station balnéaire sans que cela lui coûte un centime puisque le loyer que nous paierons à M. de MAUREPAS sera payé par la redevance d'occupation du

domaine public que paiera le délégataire qui aura réalisé le parking. Voilà l'intérêt du contrat.

Monsieur MARTIN, vous pouvez intervenir.

M. MARTIN.- Effectivement, vu comme cela, c'est évidemment un peu différent. Il est dommage que nous n'ayons pas eu le contrat – qui n'est peut-être pas encore établi – entre la Commune et le prestataire de services. Il est vrai que cela nous aurait éclairé sur la rétribution que ce prestataire va s'engager à donner et qui fera en sorte, surtout si elle équivalente à ce que coûte la location du terrain, que ce sera une opération blanche qui présente évidemment un autre intérêt.

M. LE MAIRE.- Je ne peux pas vous le communiquer puisque nous n'avons pas encore lancé la délégation de service public. Pour que je puisse lancer la délégation de service public, faut-il que le Conseil m'ait autorisé à signer le bail emphytéotique qui lui est proposé, sachant que le bail ne commencera à produire ses effets entre le bailleur et le preneur à bail qu'est la Collectivité qu'à partir du moment où la Ville aura désigné un délégataire de service public. Dans la temporalité et le calendrier, le Conseil municipal autorise le Maire à signer ce bail emphytéotique. Ce bail emphytéotique est signé. La consultation pour désigner un délégataire de service public est lancée ; au niveau de cette consultation, nous mettons notamment dans les conditions de sélection que la redevance payée par le délégataire devra être au minimum de 20 000 € qui correspond au prix du loyer, pour que cela ne coûte rien à la Ville et que ce délégataire, lorsqu'il sera sélectionné, ait à sa charge la réalisation de l'espace de stationnement et l'exploitation, c'est-à-dire la gestion pendant X années, à savoir sur la durée du bail emphytéotique.

C'est pour cela que je ne peux pas vous communiquer les conditions du délégataire puisque, pour l'instant, par essence, le délégataire n'est pas sélectionné.

M. MARTIN.- Puis-je réintervenir ?

M. LE MAIRE.- Je vous en prie, il n'y a pas de problème.

M. MARTIN.- Je poursuis un peu la réflexion. Ce que vous dites paraît logique. Néanmoins, si je reprends quand même ce qui avait été proposé par Vias Naturellement, est-ce qu'un achat n'aurait pas permis à ce moment-là peut-être de gérer nous-mêmes l'exploitation, de fixer un prix de parking au bon niveau, de gérer davantage et au mieux l'exploitation du parking, c'est-à-dire, globalement, de garder un peu la main là-dessus ? Parce qu'il est vrai qu'il y a quand même des choses qui vont nous échapper, notamment le prix qui sera proposé sur le parking ; c'est quelque chose sur lequel nous ne pourrions pas du tout intervenir.

M. LE MAIRE.- Pour répondre à votre question quant au fait de savoir pourquoi nous n'achetons pas l'espace, première chose, le propriétaire n'est pas vendeur pour l'instant. Cela, c'est déjà un premier élément, nous n'allons pas forcer quelqu'un à vendre s'il n'est pas vendeur. Deuxièmement, s'il avait été vendeur, pour suivre votre logique, nous aurions payé le prix d'acquisition du parking et nous aurions fait nous-mêmes les travaux ; c'est-à-dire que la Ville aurait dépensé de l'argent pour faire un espace de stationnement et, à moins, après, de le rendre payant et de le mettre en régie, cela nous aurait procuré des recettes mais nous aurait aussi exposés à des charges de fonctionnement pour exploiter ce parking. Nous aurions fait des travaux, c'était donc de la dépense d'investissement. Ensuite, il y aurait eu certes des recettes si le parking était payant et des dépenses de fonctionnement pour gérer les barrières, payer le personnel et assurer la sécurité. Cela aurait procuré des flux financiers que nous ne souhaitons pas engager sur cette opération.

Nous préférons faire porter ces investissements par le privé. D'où effectivement la délégation de service public selon laquelle c'est le délégataire qui fera les travaux, exploitera le parking,

paiera une redevance à la collectivité ; ce qui procurera à celle-ci des recettes, et parallèlement, nous, ce que nous recevons au niveau de la collectivité, nous le reversons au titre du loyer. C'est ce qui permet de faire 360 places de stationnement sur Vias-Plage sans que cela ne coûte un euro en dépense d'investissement à la Ville.

Y a-t-il d'autres questions ? S'il n'y a pas d'autres questions, je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 6 voix.

La délibération est adoptée à la majorité. Je vous remercie.

Nous arrivons à la question n° 3b qui concerne le contrat de bail de la parcelle communale cadastrée AH n° 49 entre la Commune de Vias et la société ORANGE. La parole est à Muriel PRADES.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3b : CONTRAT BAIL DE LA PARCELLE COMMUNALE CADASTRÉE AH N° 49 ENTRE LA SOCIÉTÉ ORANGE ET LA COMMUNE DE VIAS
Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES.- Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre du développement et de l'amélioration du réseau de communications électroniques, l'opérateur ORANGE doit procéder à l'implantation et l'exploitation d'équipements techniques.

Ainsi, la Commune de Vias met à disposition la parcelle communale cadastrée AH n° 49, sise 618 chemin de la Cosse, à la société ORANGE pour l'implantation d'un pylône de télécommunication de 30 mètres de hauteur et dont les plans figurent en annexe du présent bail.

Par ailleurs, un dossier d'information a été déposé en mairie le 25 janvier 2021 et cette installation fera également l'objet d'une déclaration préalable de travaux.

Le présent bail est consenti pour une durée initiale de douze ans et accepté en contrepartie d'un loyer annuel de 4 000 € TTC, révisable annuellement à un taux de 1 %. Les termes de ce contrat prendront effet à la signature du présent bail par chaque partie.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le contrat de bail entre la Commune de Vias et la Société ORANGE et d'autoriser M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe au Droit des Sols. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Nous pouvons la voter. Elie, c'est sur le secteur de la Côte Ouest, c'est pour améliorer la téléphonie.

M. SOTOMAYOR.- Tout à fait, mais je trouve que le prix n'est pas assez élevé.

M. LE MAIRE.- Ce n'est pas assez cher...

M. SOTOMAYOR.- Ah oui, pour moi oui.

M. LE MAIRE.- Malheureusement, c'est ce que nous avons pu négocier. C'est toujours mieux que rien. Nous recevons 4 000 € en contrepartie de l'occupation d'une parcelle communale pour l'édification d'un pylône de télécommunications.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous passons au point suivant qui porte sur une convention de servitude sur la parcelle AZ n° 219. La parole est toujours à Mme l'Adjointe au Droit des Sols.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3c : CONVENTION DE SERVITUDE SUR LA PARCELLE COMMUNALE AZ N° 219 ENTRE LA SOCIÉTÉ ENEDIS ET LA COMMUNE DE VIAS

Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES.- Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, la société ENEDIS sollicite la Commune de Vias afin d'établir une convention de servitude sur la parcelle communale cadastrée section AZ n° 219, sise chemin du Clot.

Cette convention conclue à titre gratuit concerne la pose d'un câble souterrain pour l'alimentation de la parcelle cadastrée AZ n° 222. Cette parcelle a fait l'objet d'un permis de construire référencé PC n° 3433219K0021 délivré le 5 décembre 2019. Les travaux de pose du câble feront également l'objet d'une permission de voirie.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention correspondante entre la Commune de Vias et la société ENEDIS et d'autoriser M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe au Droit des Sols. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non, pas de questions. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Nous passons au point n° 3d qui concerne une convention de servitude sur les parcelles communales BV n° 258 et BW n° 31 entre la société ENEDIS et la Commune de Vias.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3d : CONVENTION DE SERVITUDE SUR LES PARCELLES COMMUNALES BV N° 258 et BW N° 31 ENTRE LA SOCIÉTÉ ENEDIS ET LA COMMUNE DE VIAS

Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES.- Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, la société ENEDIS sollicite la Commune de Vias afin d'établir une convention de servitude sur les parcelles communales cadastrées section BV n° 31 et BW n° 258, sises rue Jean Manzanera.

Cette convention concerne la pose d'un câble souterrain pour l'enfouissement du réseau électrique situé rue du 8 mai 1945, conformément au plan annexé. Ces travaux feront également l'objet d'une permission de voirie.

Une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros sera versée à la Commune par la société ENEDIS lors de l'établissement de l'acte notarié.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention correspondante entre la Commune de Vias et la société ENEDIS et d'autoriser M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame PRADES. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Cela n'émeut personne, cela ne provoque pas de réactions. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Enfin, nous arrivons au dernier point à l'ordre du jour. Nous terminons sur la jeunesse et le sport avec une délibération relative à la mise en place d'un avenant aux conventions de mise à disposition des équipements sportifs. La parole est à Mme MAZARS.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 4a : MISE EN PLACE D'UN AVENANT AUX CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS
Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- La situation sanitaire actuelle ne permettant pas l'utilisation des équipements sportifs couverts pour la pratique des activités physiques et sportives, il est proposé d'établir un avenant aux conventions de mise à disposition des équipements sportifs déjà existantes.

Cet avenant permettra aux associations sportives d'utiliser les ERP de plein air et donc de proposer à leurs adhérents une reprise des activités en extérieur.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver cet avenant qui a été joint à la note de synthèse.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame MAZARS. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non, pas de questions. J'en profite simplement pour apporter une précision parce qu'il y a eu un petit emballement sur la fermeture des ERP à ciel ouvert. Je précise que nous avons décidé de les fermer non pas ad vitam aeternam. Je tiens quand même à préciser que nous sommes en situation de pandémie, qu'il y a des personnes qui sont hospitalisées et il y a des gens qui meurent de la Covid. Je pense qu'en toute sérénité interdire l'accès aux ERP pendant trois semaines ce n'est pas la mer à boire, d'autant plus que, quand on fait du sport généralement, comme le football, ce ne sont pas des sports où on est à 10 mètres les uns des autres, il y a un peu de contact, c'est un peu comme le rugby. Donc, quand nous prenons des arrêtés pour fermer les ERP, ce n'est pas pour emmerder les gens. C'est fait pour protéger les gens, le temps que la situation sanitaire s'améliore. Je tiens à le dire parce que Mme MAZARS et M. ALLARD m'ont conseillé de fermer ces ERP ouverts, je le dis bien. Ce n'est pas de gaité de cœur. C'est parce que nous sommes dans un contexte sanitaire, que nous arrivons sur des hôpitaux qui sont à saturation, qu'il y a un confinement qui a été décrété en tout cas de façon moins drastique qu'il y a un an. Nous l'avons fait, et pas de gaité de cœur, pour protéger la santé des gens. Il y a des écoles qui ont fermé. Je tiens quand même à le dire parce que ce n'est que temporaire et provisoire.

Je comprends que c'est long et que c'est dur, Mais il convient que tout le monde prenne son mal en patience. Je profite de ce Conseil municipal pour le redire.

S'il n'y a pas de questions, je mets cette délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

L'ordre du jour est épuisé. Avant de lever la séance, je voudrais ajouter une petite précision. Comme vous le savez, nos amis agriculteurs, viticulteurs et maraîchers, tous ceux qui nous nourrissent et nous abreuvent puisque, quand les bars vont pouvoir rouvrir, nous aurons plaisir à consommer du vin, ont été durement touchés par le gel. Pour certains, le fruit du travail de toute une année est parti en une nuit. Je voulais juste vous informer que je reçois jeudi le Député HUPPÉ qui siège, à l'Assemblée Nationale, à la commission en charge de ces thématiques agricoles, et avec Mme MAZARS nous recevrons l'ensemble des viticulteurs maraîchers de Vias, professionnels, qui ont été touchés par cette gelée noire, pour effectivement leur exposer tout ce que va mettre en place le Gouvernement pour les soutenir. Je veux aussi vous dire que le Conseil Départemental, en l'occurrence Kléber MESQUIDA, va engager une action pour soutenir ces professionnels touchés par ce gel. Le Département nous a adressé dans l'après-midi un projet de délibération en soutien à la filière touchée par cette gelée. Nous n'avons pas pu la présenter ce soir puisque nous ne pouvons pas modifier l'ordre du jour d'un Conseil sous peine d'entraîner l'illégalité de l'ensemble des délibérations

qui auraient été présentées ce soir.

Je vous le proposerai donc au prochain Conseil municipal qui aura lieu avant l'été en tous les cas. Ne soyez donc pas surpris qu'au prochain Conseil il y ait cette délibération qui demande un soutien du Gouvernement auprès des professionnels. Nous le ferons pour le symbole, mais d'ores et déjà sachez que nous sommes aux côtés de nos professionnels et de nos agriculteurs, ceux qui nous nourrissent et nous rafraîchissent, pour les soutenir.

C'était l'information que je voulais vous donner en clôture de ce Conseil, mais je crois que M. MARTIN voulait intervenir pour peut-être une éventuelle question diverse.

QUESTIONS DIVERSES

M. MARTIN.- Nous avons été contactés, Mme CERNEAU, moi-même et certainement d'autres personnes aussi, à propos de l'abattage d'un arbre. Alors je sais que la procédure n'est pas totalement respectée, il aurait peut-être fallu que je vous en parle avant, mais nous avons été contactés assez récemment. Je voulais donc savoir si je peux néanmoins poser cette question.

M. LE MAIRE.- Oui. Nous vous écoutons.

M. MARTIN.- Il y a un certain nombre de Viassois qui se sont un peu étonnés de l'abattage d'un arbre ; cela a fait un peu de bruit, je ne sais pas si vous avez été au courant. Il s'agit d'un arbre assez beau, qui était sur le parking de Vias-Plage et qui a été abattu. Je crois que beaucoup de gens s'en sont émus. Alors c'est peut-être un peu futile par rapport à ce que vous évoquiez tout à l'heure ; mais enfin à l'heure où nous avons le Maire de Béziers qui prend des arrêtés dans ce sens, ce qui est quand même assez étonnant, ne serait-il pas intéressant d'essayer de protéger un peu ces monuments que représente un arbre qui était certainement plus que centenaire ?

M. LE MAIRE.- Oui, j'ai suivi cet émoi collectif. J'ai surtout constaté qu'il y avait eu moins d'émoi quand nous avons abattu les mûriers-platanes qui étaient en front de mer quand nous avons fait le promontoire. Mais, oui, je peux vous dire que cet arbre a été abattu parce qu'il est en plein milieu d'un projet de requalification de parking. Donc, sachez que, oui, nous l'avons abattu, mais nous replantons par ailleurs des arbres, et notamment sur le front de mer je vous rappelle quand que nous avons planté 7 000 espèces végétales. Cet abattage, cela fait partie malheureusement des dommages collatéraux sur des travaux de requalification d'une station balnéaire. Parfois, nous abattons des arbres et nous en replantons. C'est comme cela, c'est la vie. C'est cruel, la vie est cruelle, Monsieur MARTIN.

M. MARTIN.- Disons que, là, il faudra attendre au moins 80 ans pour que les arbres que vous planterez atteignent cette taille. C'est cela qui est un peu dommage.

M. LE MAIRE.- Le tout, c'est de commencer à en planter.

Y a-t-il d'autres questions ? Elie, tu as la parole.

M. SOTOMAYOR.- J'ai appris, il y a 24 heures, que les élus étaient contactés par les Préfets pour donner leur avis sur les prochaines élections régionales. Je voulais savoir si, vous, Monsieur le Maire, vous avez été contacté et si vous avez donné votre avis, et si vous l'avez donné pouvons-nous le connaître ?

M. LE MAIRE.- Oui. Alors il est vrai que la procédure est un peu particulière quand même puisque le Gouvernement, un vendredi soir, à 19 heures, nous demande de formuler un avis sur des élections, en sachant que l'ensemble des représentants des élus, que ce soit l'Association des Régions de France, l'Association des Départements de France,

l'Association des Maires de France, les parlementaires, notamment le Sénat, se sont prononcés sur le maintien de ces élections départementales et régionales en juin prochain. Le Conseil Scientifique a donné son avis au Gouvernement, et le Gouvernement, dans son extrême largesse, se dit : « il ne manque plus que les maires et nous allons les consulter le week-end » parce qu'il est vrai que nous passons notre week-end à la Mairie ; il est bien connu que les samedis et dimanches nous sommes à la mairie... Nous avons effectivement été consultés par le Préfet de l'Hérault, nous avons reçu un mail. Nous avons répondu ce matin pour écrire et dire au Préfet qu'il apparaissait, en tout cas pour la Commune de Vias, que les conditions sanitaires n'empêchaient pas la tenue du scrutin électoral, considérant que nous mettrions en place le protocole sanitaire pour que le rendez-vous électoral ait lieu parce qu'il n'est pas bon de confisquer la démocratie, et il faut que le temps électoral puisse avoir lieu. J'ai donc écrit au Préfet en lui disant que, pour moi, sauf bien évidemment détérioration des conditions sanitaires, en l'état actuel nous étions en capacité, nous, d'organiser des bureaux de vote et de faire en sorte que le vote ait lieu dans des conditions sanitaires correctes.

Donc, oui, j'ai répondu au Préfet par mail en lui disant que, selon moi, les élections départementales et régionales pouvaient se tenir les 20 et 27 juin prochain.

M. SOTOMAYOR.- Je voudrais ajouter une précision. J'ai suivi un petit peu ce dossier. Le souhait quelque part des élus, c'était que les assesseurs soient vaccinés.

M. LE MAIRE. - Apparemment, ils préconiseraient que tous ceux qui tiendront les bureaux de vote soient vaccinés. Par rapport à cela, pour l'instant, nous n'avons pas encore l'information. Mais comme nous sommes avertis au dernier moment, peut-être que nous aurons l'information au dernier moment. Quand j'aurai des informations à ce sujet, je vous les donnerai. De toute façon, pour la tenue des bureaux de vote, vous serez toutes et tous informés, notamment ceux qui seront présidents, vice-présidents et assesseurs de bureaux de vote. C'est le maire qui les désigne. Je préviendrai les intéressés suffisamment à l'avance, et si l'État nous permet d'être vaccinés je vous le dirai.

Mais, effectivement, je considère que les élections régionales et départementales doivent avoir lieu au mois de juin prochain

S'il n'y a pas d'autres questions diverses, je vous remercie. Passez une excellente soirée et à très bientôt. La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 05)

Le Maire

Le Secrétaire de Séance

Les Élus


S'il n'y a pas d'autres questions diverses, je vous remercie. Passez une excellente soirée et à très bientôt. La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 05)

Le Maire

Le Secrétaire de Séance

Les Élus



The image shows a collection of handwritten signatures in black and blue ink. The signatures are written over a document that has been partially obscured by a large, dark, irregular shape, possibly a stamp or a large mark. The signatures are arranged in a somewhat circular pattern around the central text. The names of the signatories are: Le Maire (Mayor), Le Secrétaire de Séance (Secretary of the Session), and Les Élus (Councillors). The signatures are written in a cursive, handwritten style. Some signatures are in black ink, while others are in blue ink. The signatures are written over a document that has been partially obscured by a large, dark, irregular shape, possibly a stamp or a large mark.